



AHMAD GHARABLI/AFP VIA GETTY IMAGES

‘Produit par un Juif’

- Brad Macdonald
- [06/12/2019](#)

Israël a été non seulement touché par des missiles terroristes venant de Gaza à la mi-novembre, mais il a aussi été attaqué par l'Union européenne. Le 12 novembre, la Cour de Justice de l'Union européenne a rendu un jugement discriminatoire à l'égard des biens produits en Israël, qui codifie l'antisémitisme dans la loi de l'UE, et nuit à la souveraineté de la nation juive.

Le nouveau jugement concerne l'étiquetage des marchandises provenant de ce qu'elle qualifie de « colonies ». Elle déclare : « Les produits alimentaires provenant des territoires occupés par l'État d'Israël doivent porter l'indication de leur territoire d'origine, accompagné—d'où ces produits alimentaires proviennent, soit d'une localité ou d'un groupe de localités constituant une colonie israélienne dans ce territoire—par l'indication de cette provenance. »

Ce jugement stipule que les étiquettes sur les marchandises israéliennes produites à Jérusalem-Est, sur le plateau de Golan, et en Judée-Samarie (La Cisjordanie) DOIVENT utiliser le mot « colonie ». Selon les juges de l'UE à Luxembourg, cela aidera les acheteurs européens à faire des « choix éclairés » au sujet des produits fabriqués en Israël.

Le terme « colonie » ici, est révélateur et profondément insidieux. Ce jugement ne concerne pas une région. Elle vise une question de race et de religion. La Cour européenne aurait pu facilement exiger des étiquettes pour identifier simplement la région d'origine : « Fabriqué dans le plateau de Golan » ou « Fabriqué en Judée ». Cette loi dit explicitement que si le produit provient de l'une de ces régions, l'étiquette DOIT utiliser le terme « colonie ». En ce qui concerne l'Europe, seul un groupe de personnes vivent dans les « colonies » à Jérusalem-Est, en Judée-Samarie, et sur le plateau de Golan.

L'UE aurait tout aussi bien pu exiger que les étiquettes mentionnent, « Produit par un Juif ».

Ce jugement institutionnalise et favorise activement le boycott d'Israël et la dénonciation des Juifs.

Ayalet Shaked, un ancien ministre de la Justice et chef du parti Yamina en Israël, a déclaré que la décision de l'UE avait la « puanteur de l'antisémitisme ». Brook Goldstein, directeur exécutif du *Lawfare Project*, un groupe de pression pro-israélien basé à New York, disait que le jugement de l'UE « *codifiera la discrimination religieuse dans la loi..* » (C'est nous qui soulignons). En termes plus simples, ce jugement codifie l'antisémitisme dans la loi de l'UE.

Cela révèle également l'extraordinaire hypocrisie de l'UE. En réponse à cette décision, le ministère des Affaires étrangères d'Israël l'a décrite comme « un outil dans la campagne politique contre Israël », et a déclaré, « Tout l'objectif de la décision est de cibler et d'appliquer un double standard contre Israël. »

L'UE n'a pas fait un tel jugement envers les produits fabriqués à Chypre sous occupation turque, ou en Ukraine occupée par les Russes. *Seulement contre Israël.*

Il serait facile de négliger l'importance de cette nouvelle loi. Comparée aux démonstrations théâtrales d'une procédure de mise en accusation ou d'une élection nationale cruciale, la décision d'une loi obscure, et apparemment banale par les avocats luxembourgeois, est une histoire peu intéressante. Mais survenant à un moment où l'antisémitisme se répand en Europe, cette décision devrait être un appel retentissant à se réveiller.

« La montée en flèche de l'antisémitisme est simplement la nouvelle normalité », a écrit Richard Palmer dans la *Trompette* de septembre 2019 (« [L'unique minorité que la société aime haïr](#) »). Les statistiques à ce sujet sont choquantes. « En France, les actes antisémites ont augmenté de 74% en 2018 par rapport à 2017. Aux États-Unis, ils ont doublé. En Allemagne ils ont augmenté de 20%, avec une hausse de 60% des d'attaques violentes. Le Royaume-Uni a établi de nouveaux records pour le plus grand nombre d'incidents antisémites au cours de chacune des trois dernières années. »

Pour quiconque connaît le passé de l'Europe, le jugement de la Cour de Justice de l'UE évoque les souvenirs de certains de ses moments les plus sombres. Le 1^{er} avril 1933, par exemple, peu après avoir remporté les élections nationales, Adolf Hitler a fait la promotion de ce slogan : « [Allemands défendez-vous. N'achetez pas des Juifs !](#) »

Cette nouvelle décision de l'UE est plus sophistiquée et obscure, mais ne transmet-elle pas essentiellement le même message ?

Les gens l'oublient, mais tout au long des années 1930, l'antisémitisme était moralement et socialement acceptable à travers l'Europe. Cela faisait partie de la politique gouvernementale. Les lois de Nuremberg en 1935 et d'autres législations ont institutionnalisés l'antisémitisme et ont fourni au régime hitlérien une justification légale du harcèlement et de l'oppression des juifs allemands. Trois ans plus tard, ces lois ont mené à la *Kristallnacht*—« la nuit de Cristal »—une période terrifiante de violences perpétrées par les forces paramilitaires d'Hitler et les citoyens allemands—en particulier contre les Juifs.

En Allemagne nazie, les Juifs ont d'abord reçu des cartes d'identité. Alors les gens ont certainement raisonné comme excuses que c'était seulement une simple mesure administrative. En 1941, les Juifs de plus de 6 ans devaient s'identifier en portant l'étoile jaune de David, sur laquelle il était écrit « Juif », afin que les gens puissent voir venir les Juifs à 50 mètres.

Le Professeur Eugène Kontorovich, directeur de droit international au *Kohelet Policy Forum*, basé à Jérusalem, a déclaré que la Cour européenne aujourd'hui soutient « la mise en place d'une nouvelle sorte 'd'étoile jaune' sur les produits Juifs ».

Oui, je compare la décision de l'UE de cette semaine avec le comportement des nazis dans les années 1930. L'histoire montre que ceci n'est pas une comparaison extrémiste. L'Holocauste n'a pas commencé par l'adoption de la Solution Finale à la Conférence Wannsee à Berlin en janvier 1942. Hitler et le Haut Commandement allemand n'ont pas développé soudainement une haine pour les juifs. Les camps d'extermination de Hitler furent le point culminant d'une politique institutionnelle de longue date sur l'antisémitisme.

L'esprit de l'Holocauste régnait à travers l'Allemagne depuis le début des années 1930.

Si vous ne l'avez pas déjà lu, lisez « [L'unique minorité que la société aime haïr](#) », par Richard Palmer. Le problème croissant de l'antisémitisme est l'un des plus ignorés dans le monde aujourd'hui—malgré le fait que historiquement il a toujours été un puissant signal d'alarme, mettant en garde contre une destruction imminente à grande échelle.

